

CONFERENCE-DEBAT

**« QUELLES PERSPECTIVES DE LA TRANSITION
POLITIQUE EN EGYPTE ? »**

MOT D'INTRODUCTION

**M. MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATEGIQUES**

RABAT

MERCREDI, 16 JANVIER 2012

Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES)

Avenue Azzaitoune, Hay Riad, Rabat 10100

Téléphone : +212 (0) 537.71.83.83 – Fax : +212 (0) 537.56.40.79

Email: contact@ires.ma

Site Web: www.ires.ma



Monsieur l’Ambassadeur, Mesdames et Messieurs

C’est avec un immense plaisir que nous vous accueillons aujourd’hui à l’Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) dans le cadre de cette conférence-débat consacrée à la question de la transition politique en Egypte et ses perspectives.

Je tiens, tout d’abord, à remercier notre conférencier Monsieur Abou-Bakr Mohamed HEFNY MAHMOUD, Ambassadeur de la République Arabe d’Egypte, d’avoir répondu favorablement à notre invitation, malgré son agenda serré. Ses éclairages seront certainement utiles pour comprendre les transformations sociopolitiques à l’œuvre en Egypte et pour mieux cerner les défis qui interpellent la transition démocratique dans ce pays, presque deux ans après le déclenchement de la « révolution du 25 janvier ».

Cette rencontre s’inscrit dans le cadre du cycle de conférences, lancé par l’Institut depuis mars 2011, auquel ont pris part des ambassadeurs et des experts maghrébins et européens, dans le but de cerner les principales mutations sociopolitiques dans la région sud-méditerranéenne et d’en apprécier les incidences directes et indirectes sur le Maroc.

Son organisation vise, ainsi, à approfondir la connaissance du contexte régional du Maroc, conformément à la mission permanente de veille stratégique de l’Institut et en ligne avec le volet géopolitique de son programme d’études « Compétitivité globale et positionnement du Maroc dans le système mondialisé ».

Monsieur l’Ambassadeur, Mesdames et Messieurs

L’Egypte a connu, le 25 janvier 2011, l’un des évènements les plus marquants de son histoire moderne, avec le déclenchement d’un mouvement de contestation population d’une ampleur inédite, qui a conduit en l’espace de quelques jours seulement à l’effondrement du régime en place depuis 30 ans.



Si l'effet de contagion de la « révolution tunisienne » n'est pas négligeable, il n'en demeure pas moins vrai que des facteurs endogènes ont constitué les racines structurelles du soulèvement populaire en Egypte. Il s'agit, notamment du blocage du système politique et des résultats loin d'être probants de la politique économique menée par le pays, avec toutes les conséquences que cela a générées en termes d'étouffement des libertés publiques, d'exacerbation des inégalités sociales et de marginalisation d'une large frange de la population, en particulier les jeunes.

Le mouvement de contestation en Egypte a conduit progressivement à l'amorce d'un processus démocratique qui s'est soldé par l'organisation d'élections présidentielles, jugées crédibles par la communauté internationale, et l'adoption d'une nouvelle Constitution suite au référendum des 15 et 22 décembre 2012. Néanmoins, les perspectives politiques en Egypte demeurent entachées d'incertitudes. La mise en place d'institutions constitutionnelles bénéficiant d'un consensus général, la stabilisation des relations entre le gouvernement et l'armée ainsi que la gestion délicate de certaines questions connexes, dont notamment celle des minorités religieuses, constituent des enjeux de taille de nature à conditionner l'avenir de la transition démocratique en Egypte.

D'autres défis à relever résident dans le redémarrage de l'économie égyptienne et la résorption des déséquilibres élevés des finances publiques et des comptes extérieurs. Outre la nécessité d'impulser l'activité touristique et de développer les investissements étrangers, un programme de réformes suffisamment solide et bénéficiant du soutien du FMI devient primordial, pour assurer le bien-être de la population égyptienne tout en consolidant la solvabilité de l'Etat égyptien.

Monsieur l'Ambassadeur, Mesdames et Messieurs

Le Maroc a suivi de près les transformations qu'ont connues certains pays de son voisinage, dont notamment la Tunisie et l'Egypte, en respectant la volonté des peuples en matière d'édification de régimes démocratiques répondant à leurs aspirations légitimes.



De par son poids dans le monde arabe, l’Egypte a toujours constitué un partenaire important du Maroc. Les relations commerciales entre les deux pays ont connu un tournant décisif avec la conclusion de l’Accord d’Agadir, qui a favorisé une progression soutenue de leur commerce bilatéral. Force est de constater, cependant, que cette progression a été au prix d’un déséquilibre commercial au détriment du Maroc, passant de près de 1 milliard de dirham entre 2002 et 2006 à 2,7 milliards dirhams entre 2007 et 2011. De plus, ce déficit n’est que faiblement résorbé par les investissements directs de l’Egypte au Maroc qui demeurent faibles, avec un stock se chiffrant à 689 millions de dirhams seulement entre 2001 et 2010.

Au-delà du déséquilibre des relations commerciales, le potentiel de la coopération bilatérale n’est pas totalement mobilisé. Les deux économies, en dépit des multiples opportunités de coopération qui leur sont offertes, n’arrivent pas encore à enclencher une réelle dynamique de complémentarité, condition nécessaire pour maximiser les retombées de leurs politiques d’ouverture et réussir leur insertion dans les courants d’échanges et d’investissements internationaux.

Toutefois, les perspectives qui se profilent sont prometteuses et seraient de nature à rendre plus étroites les relations de coopération entre le Maroc et l’Egypte, pourvu que les deux pays s’activent à élargir le spectre de leur partenariat et renforcent leur concertation sur les grandes questions stratégiques d’intérêt commun, au premier rang desquelles figurent la question palestinienne et la stabilité au Moyen-Orient. De même, les deux pays pourraient jouer un rôle significatif en termes de concrétisation du projet de Grande Zone de Libre Echange Arabe (GAFTA) ou encore en termes de redynamisation de l’intégration euro-méditerranéenne.

Monsieur l’Ambassadeur, Mesdames et Messieurs

Pour examiner de près les différents aspects évoqués précédemment, il serait utile d’apporter des éléments de réponse aux questionnements suivants :



- Quels sont les acquis de la « révolution du 25 janvier », presque deux ans après son déclenchement? Quelles sont les principaux obstacles endogènes à surmonter pour asseoir sur des bases solides le processus de transition démocratique en Egypte ? Quelles sont les perspectives ouvertes sur le plan politique, économique et social ?
- Quelles sont les répercussions des transformations politiques en Egypte sur les fondements de sa politique étrangère en général et ceux concernant plus particulièrement les questions des Territoires occupés et de la Syrie ou les relations avec les grandes puissances occidentales, notamment les Etats Unies d'Amérique ?
- Quelles sont les priorités de l'agenda gouvernemental en Egypte en termes de relance de la croissance économique et de création d'emplois dans un environnement international peu porteur et dans un contexte interne marqué par des revendications sociales élevées des populations?
- Sur quelle nouvelle approche de partenariat le Maroc et l'Egypte devraient-ils s'appuyer pour renforcer leurs relations bilatérales ? Quel nouveau rôle les deux pays pourraient-ils jouer au niveau arabe et euro-méditerranéen ?

Monsieur l'Ambassadeur, Mesdames et Messieurs

Ce sont-là quelques questionnements que nous nous proposons d'examiner dans le cadre de cette conférence. La présence d'experts relevant d'horizons disciplinaires variés constitue une opportunité idoine pour élargir le débat et approfondir la réflexion sur les différentes facettes de cette thématique.

Je vous remercie de votre attention et sans trop tarder je donne la parole à Monsieur l'Ambassadeur Abou-Bakr Mohamed HEFNY MAHMOUD.

